



Faire vivre et renforcer le PCF

Unir les communistes pour un PCF de combat, marxiste, populaire et rassembleur

« L'histoire de toute société n'a été jusqu'à ce jour que l'histoire de la lutte des classes »
Karl Marx et Friedrich Engels, Le Manifeste du Parti Communiste, 1848.

Sommaire :

- 1 – Préambule
- 2 - La crise du système capitaliste, une machine de guerre contre les peuples
- 3 - Impérialisme, guerres et résistances des peuples
- 4 - L'Union Européenne, prison des peuples
- 5 - Le socialisme est à l'ordre du jour
- 6 - Quelle stratégie pour le PCF ?
- 7 - Faire vivre et renforcer le Parti Communiste Français
- 8 - Un parti de résistance au capitalisme et de construction du socialisme

1 - Préambule

Avec ce texte, nous proposons aux communistes de se rassembler pour construire une alternative aux choix portés par la direction du PCF depuis le congrès de Martigues de 2000.

L'expérience de l'Assemblée nationale extraordinaire de 2007 où les communistes ont décidé de continuer le PCF, les textes alternatifs aux 32ème, 33ème et 34ème congrès pour un parti communiste, marxiste et révolutionnaire, le vote en 2011 pour un candidat communiste à l'élection présidentielle... tous ces moments forts de débats ont permis aux communistes de garder le PCF, malgré les divisions et les tensions, contrairement à ce qui s'est passé en Italie.

C'est un acquis considérable. Le Parti Communiste Français a de l'avenir ! Aujourd'hui, il faut décider de l'orientation politique et stratégique du PCF, du contenu que nous donnons à notre combat pour les années qui viennent. Dans une démarche idéaliste, le texte présenté par la majorité du Conseil National fait l'impasse sur l'analyse critique de notre situation, sur les contradictions du capitalisme et ses tentatives pour les surmonter. Il propose comme à Martigues un nouveau vocabulaire politique qui semble innovant mais qui est coupé des luttes de classe réelles.

Ce texte pousse à réduire l'action du PCF à la défense des différents combats sociétaux additionnés et à l'enfermer dans une prétendue nouvelle forme politique. Il s'agit avec ce projet et cette construction politique d'occuper l'espace représenté par une minorité de l'aile gauche du Parti socialiste et par l'extrême gauche, et d'installer donc durablement le PCF dans le réformisme, au mieux cheville ouvrière d'un regroupement à la gauche du Parti socialiste. Nous proposons une stratégie différente pour un PCF qui affirme sa vocation révolutionnaire dans la période de lutte des classes intenses actuelle, son ambition d'être le parti de la rupture avec le capitalisme en France, son idéal d'une société communiste libérée de l'exploitation de l'homme par l'homme. Nous refusons de nous enfermer dans la gauche de la gauche et visons un rassemblement populaire largement majoritaire dans lequel le PCF joue un rôle majeur.

C'est pourquoi, nous assumons dans les conditions présentes, le choix du Congrès de Tours de 1920 issu de la boucherie de 14/18 et de la révolution d'Octobre 1917, affirmant la différence entre réformisme et révolution et la nécessité pour les révolutionnaires de s'organiser dans leur propre parti, le PCF.

C'est aussi pourquoi nous affirmons l'efficacité de la pensée marxiste et de ses développements actuels pour analyser la crise exacerbée du capitalisme et comprendre la réalité sociale même quand elle est masquée par les apparences qui se construisent dans la bataille idéologique.

Au capitalisme prédateur qui garde ses deux fers au feu -fascisme et guerre d'un côté, contre-réformes libérales de l'autre- nous opposons le projet du socialisme du 21ème siècle.

La tête dans les étoiles mais les pieds dans la braise sociale, avec le cœur et la raison, nous relevons le défi des chantiers du changement de société : la reconstruction de services publics qui garantissent l'égalité des citoyens, la reconquête de la sécurité sociale et de la retraite, la défense du salaire contre la baisse du coût du travail, le refus de payer la dette des usuriers de la finance, la nationalisation/socialisation de secteurs clefs de l'économie condition du changement de rapport de force entre capital et travail, la reconquête de l'industrie, les nouveaux droits des salariés, la souveraineté nationale et populaire contre l'Union européenne prison des peuples, le rassemblement populaire contre la division des exploités, le défi de la solidarité internationale et du droit au développement des peuples, une gestion de l'environnement et du cadre de vie au service des êtres humains et des générations futures, la paix dans le monde contre l'offensive de l'impérialisme et du colonialisme sous des prétextes humanitaires.

De tels combats exigent des efforts idéologiques et d'organisation importants au sein du PCF, en priorité en direction de nos organisations de base des quartiers populaires et des entreprises.

Alors que la crise sociale et politique ne cesse de grandir et que la situation internationale est lourde de danger, ce congrès doit permettre de tirer les leçons de notre activité depuis 2008. Il doit porter une analyse et des propositions utiles pour agir dans la situation sociale et économique terrible de notre pays.

Nous avons l'ambition de créer au 36ème congrès les conditions d'un débat fraternel et constructif entre les communistes qui devront se prononcer sur l'avenir du PCF. L'enjeu pour ce congrès est de tourner ensemble, sur la base de notre expérience, la page de Martigues et d'affirmer au sein du PCF le choix de la révolution, de la lutte des classes et du marxisme.

2 - La crise du système capitaliste, une machine de guerre contre les peuples

Ce 36ème congrès s'ouvre dans une situation de crise exacerbée du capitalisme, payée à 100 % par les peuples auxquels il est demandé de plus en plus de sacrifices au nom d'une dette qui n'est pas la leur.

Pour chaque milliard de dette des États, il y a des millions de bénéfice d'intérêts pour les prêteurs ! Et pire, l'argent qu'ils prêtent aux États, ce n'est pas le leur, c'est de la création monétaire ! Cette étroite et ancienne imbrication du capital et des banques a été officialisée par le traité de Maastricht qui a donné le droit exclusif aux banques privées de prêter aux États en créant de la monnaie. Les États, à travers la pression fiscale sur les contribuables et les coupes réalisées sur leurs dépenses, remboursent donc aux banques de l'argent qu'elles n'avaient en réalité pas ; c'est le même mécanisme que celui de la dette des pays du Tiers-Monde dans les années 90 qui a réduit ces peuples à la misère.

La crise en France et dans l'Union Européenne

La crise qui frappe la France et l'Europe est une crise généralisée du système capitaliste, conséquence de la sur-accumulation des capitaux dans un contexte de financiarisation de la domination capitaliste ; cette financiarisation renforce de manière spectaculaire les caractéristiques de l'impérialisme analysées par Lénine, tout comme celles du rôle de l'État capitaliste au service des monopoles, étudiées dans les années 60 :

- Suppression des frontières douanières et interdiction de toute mesure protectionniste
- Liberté totale de circulation des capitaux et de leurs revenus
- Déréglementation des outils de domination financière ; fonds spéculatifs, produits dérivés...
- Mise en place de l'Euro, interdisant toute politique monétaire nationale
- Privatisations massives, régression des services publics et marchandisation de tous les aspects de la vie (éducation, santé, culture...)

La mondialisation capitaliste est organisée pour faire baisser les coûts du travail afin de dégager une plus-value toujours plus importante. Les conséquences sont connues : suppressions d'emploi, délocalisations, disparition des services publics dont les activités sont livrées au privé, baisses du salaire direct mais aussi des retraites et des minima sociaux... Les peuples grecs, espagnols, portugais, irlandais, italiens, en payent le prix fort. Ils résistent, comme le montrent les manifestations, les grèves, les protestations sous toutes leurs formes. Mais cette résistance n'est pas encore suffisante pour faire reculer les dirigeants européens. Quant aux pays les plus riches de la zone euro comme l'Allemagne et la France, ils imposent à leurs peuples des politiques d'austérité qui se traduisent par des reculs dans tous les domaines : acquis sociaux, protection sociale, éducation santé, etc... La crise met les peuples en concurrence et les écrase tous !

L'austérité ne fait qu'aggraver la crise. La baisse du pouvoir d'achat réduit la demande, l'offre, la production et l'emploi. Elle tue la croissance et installe la récession, alors que le pays a besoin d'une dynamique de développement et de création de richesses.

Notre congrès doit être un moment fort pour refuser l'austérité, affirmer que c'est à la bourgeoisie de payer pour les injustices, pour les destructions imposées aux peuples, pour les usines détruites, les écoles et hôpitaux fermés, les millions de pauvres et de précaires, les reculs sociaux et les sacrifices qu'ils ont imposés à la France, pendant que leurs fortunes battaient des records !

La crise outil contre les peuples

Si la crise, loin d'être un accident, est le fonctionnement normal et cyclique de ce système, les capitalistes s'en servent pour accroître leur domination sur les peuples, après la restauration capitaliste à l'Est de l'Europe qui les a mis en position hégémonique.

De nombreux pays qui étaient en développement au lendemain de la décolonisation sont devenus des pays en récession parfois de manière brutale, minés par le pillage de leurs ressources, par l'abandon de leurs cultures vivrières sacrifiées aux productions intéressant les grands groupes des pays développés. Endettés, soumis à des plans d'ajustement structurels, ils sont enfermés durablement dans la dépendance et la récession.

Des pays émergents tirent pour l'instant la croissance mondiale, même si la crise des pays capitalistes réduit leurs débouchés. Toutefois la constitution d'oligarchies financières dans plusieurs de ces pays exacerbe les contradictions et les tensions.

Dans l'Union européenne, c'est la guerre des capitaux. Les bourgeoisies nationales grecques, espagnoles, portugaises... les placent dans les pays les plus puissants et les paradis fiscaux pour les protéger de toute mesure de fiscalité nationale ou de risque de décote.

Ainsi, les mécanismes mis en place conduisent aux crises qui sont une opportunité pour les pays capitalistes les plus puissants.

La dimension environnementale de la crise est elle aussi utilisée pour déréguler, mettre en cause les services publics, développer de nouvelles marchandisations pour la qualité de vie, recréer des emplois déqualifiés à bas coûts de services à la personne. Non seulement, le capitalisme vert n'apporte pas de réponses aux enjeux environnementaux, mais il renforce l'exploitation du travail et de la nature.

La concurrence du tous contre tous se révèle à l'opposé d'un monde où la coopération permet le développement de chacun.

3 - Impérialisme, guerres et résistances des peuples

Dans le monde, le capitalisme à l'offensive

Jamais les questions nationales n'ont été aussi directement liées aux questions internationales. Jean Jaurès disait : *"un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'internationale, beaucoup de patriotisme y ramène"*.

La mondialisation capitaliste conduit à une nouvelle phase de paupérisation du monde du travail et des peuples au Nord comme au Sud, à la multiplication des conflits et des guerres.

Les dernières années ont confirmé la pertinence des analyses de Marx et Lénine :

- incapacité du capitalisme à produire la stabilité et la paix
- stade impérialiste marqué par l'exacerbation de la concurrence
- concentration à grande échelle de la domination de la grande bourgeoisie monopolistique par la maîtrise des banques et circuits financiers
- surarmement et guerre permanente pour le (re)partage du monde, conduisant à de nouvelles colonisations (Irak, Afghanistan, Libye), la déstabilisation d'États (Syrie, Mali, Iran...). La bataille idéologique mobilise dans une véritable guerre de l'information tous les moyens modernes de communication pour masquer la réalité des guerres qui seraient faites pour la démocratie, les droits de l'homme, la civilisation.

Mais la réalité finit par apparaître. Les alliances nouées par les puissances occidentales *jusqu'aux intégristes religieux* ont pour objectif de diviser et d'opposer les pays. Les véritables motivations sont économiques et géostratégiques... En Irak ou en Libye, le vrai résultat des interventions militaires occidentales, c'est la destruction d'États indépendants, des régions du monde livrées aux chefs de guerre locaux sous contrôle colonial de grandes puissances.

La guerre menace désormais toute la planète. Elle s'étend du Moyen-Orient jusqu'en Afrique et les menaces contre l'Iran peuvent conduire à une nouvelle étape révélant l'enjeu de l'affrontement entre l'occident et la Chine.

La bataille pour la paix doit être un moment essentiel de notre congrès et redevenir un axe fort de notre activité. Elle doit prendre tout son sens dans le rassemblement le plus large contre le colonialisme, contre l'impérialisme, pour le respect de l'indépendance nationale, condition du désarmement.

Des peuples en résistance

Cette contre-offensive des forces du capital rencontre des résistances importantes dans un monde qui reste marqué par les acquis historiques issus de la lutte des peuples et du socialisme.

La dernière période confirme la force de ces nouvelles résistances ancrées dans un mouvement pour l'indépendance nationale, au plan politique comme économique.

Cela apparaît dans le succès des ruptures politiques en Amérique Latine, que confirment la nouvelle victoire d'Hugo Chavez, la place réaffirmée de Cuba dans les nations américaines, et même les dernières élections au Mexique.

Les pays de l'ALBA en Amérique du Sud coopèrent pour faire progresser le niveau de vie de leur population, maîtriser leurs ressources, se donner des outils de coopérations qui échappent au contrôle du FMI et de la banque mondiale.

Le socialisme est redevenu une perspective politique au Venezuela, en Bolivie, en Équateur, au Nicaragua, mais aussi au Népal. Il redevient un enjeu de choix politique dans l'ancienne Europe de l'Est, en Afrique, notamment en Afrique du Sud marquée par un renforcement des luttes des travailleurs. Partout, les peuples qui relèvent la tête avec des organisations politiques ancrées dans la lutte des classes, sont confrontés, pour la rupture avec le capitalisme, à la perspective du socialisme. Cuba n'est plus isolé.

Des puissances indépendantes, marquées par leur relation historique avec le socialisme et le mouvement des non alignés font progresser le niveau de vie moyen de la planète. Le Brésil, l'Inde, la Russie, l'Afrique du Sud... développent des politiques indépendantes marquées par les contradictions entre acceptation de la domination occidentale et la recherche d'alliances alternatives. En Chine, le niveau de vie progresse, avec des contradictions fortes. Il est important pour les communistes de comprendre la nature des transformations de ces pays.

Des luttes sociales importantes se développent, en Europe comme aux USA, dans des situations politiques diverses. Après des années d'acceptation de l'idéologie capitaliste et d'affaiblissement des organisations politiques révolutionnaires, avec des niveaux de conscience disparates, elles cherchent confusément encore les voies d'une rupture politique qui pose de fait la question de la révolution et du socialisme.

La question du socialisme est ainsi posée aux peuples.

4 - L'Union Européenne, prison des peuples

Brisons le tabou : les communistes doivent discuter des objectifs fondateurs de l'U.E. et de l'Euro et de ce qui en découle pour la stratégie du PCF.

Pourquoi notre parti, qui a combattu énergiquement cette construction patronale dès le début, y compris dans la bataille acharnée qu'il a failli gagner contre le traité de Maastricht, considère-t-il aujourd'hui, la remise en question de l'euro et de l'U.E. comme un tabou ?

Comment répondre à la patronne du Medef, Laurence Parisot, qui affirme : « *La solution existe. Elle est audacieuse. Elle s'appelle États unis d'Europe, fédéralisme européen, délégation de souveraineté. Elle offrirait enfin aux Européens un projet, une ambition, une fierté* » (Le Monde, 1er décembre 2011).

Nous proposons d'ouvrir un débat approfondi sur cette question.

L'Union Européenne, créature du capital

Robert Schuman, "Père de l'Europe", était un homme du Comité des Forges (aujourd'hui le Medef), homme d'extrême-droite, collaborateur avec les nazis. C'est lui qui va avec Jean Monnet, l'homme des américains, imposer en catimini aux français la CECA en 1951. Déjà, la concurrence libre et non faussée est affichée comme un principe intangible.

En mars 1957, le Traité de Rome reprend ce principe et établit le fonctionnement de l'Union Européenne dans les grandes lignes antidémocratiques que l'on connaît aujourd'hui. Seuls les communistes et les gaullistes vont s'opposer à cette structure supranationale qui n'aura de cesse de dépouiller les peuples de leur souveraineté.

Toutes les étapes de la construction de l'Union Européenne ont été imposées aux peuples, jusqu'au traité constitutionnel, balayé en 2005 par les peuples de France et des Pays-Bas, mais que les gouvernements imposeront dans un véritable déni de démocratie. Avec l'Union Européenne, le capitalisme ne cesse de montrer son vrai visage, celui de la dictature.

Dès sa création, l'Union Européenne a deux objectifs : faciliter l'accumulation des capitaux et doper les taux de profits en faisant baisser le coût du travail. Cela passe par la casse du cadre national et l'ouverture des frontières afin de permettre la libre circulation des capitaux et de la main d'œuvre bon marché et par la dérégulation financière.

L'Union Européenne organise ainsi le dumping social, c'est-à-dire la mise en concurrence déloyale de pays à niveaux de développement économiques très inégaux, faisant pression sur les salaires, les acquis sociaux et l'emploi ; après d'autres, Unilever a bien l'intention de délocaliser l'usine Fralib... en Pologne !

L'Union Européenne dépossède les peuples et les nations de toute souveraineté monétaire, financière et budgétaire, pour imposer au travers de la dette artificielle et de l'euro, la baisse automatique et

autoritaire du prix de la force de travail, c'est-à-dire des salaires, des pensions et des prestations sociales.

De par les traités signés, le fonctionnement de l'Union Européenne est profondément antidémocratique et tout changement des "règles du jeu" ne pourrait se faire qu'avec l'unanimité des États membres, en conséquence appeler à un autre fonctionnement relève de l'idéalisme.

Le dernier traité en date, le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG), après le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) est une nouvelle étape de la soumission des peuples à la domination du capital.

TSCG : la France sous tutelle

François Hollande et son gouvernement ont fait adopter au pas de charge le TSCG par le parlement et placé ainsi la France sous tutelle.

En même temps le gouvernement affirme sa volonté de réduire le déficit en réduisant encore le coût du travail (hausse des cotisations, diminution des prestations sociales) comme l'a annoncé explicitement Moscovici, ministre de l'économie.

Désormais, les projets de budgets nationaux seront validés au niveau européen au printemps de chaque année avant qu'ils ne soient présentés devant les Parlements nationaux. Le principe de l'équilibre budgétaire -ou de l'excédent- est renforcé, ainsi que les sanctions en direction des États récalcitrants.

Des inspecteurs de la Commission européenne pourront être dépêchés dans les pays récalcitrants, comme c'est déjà le cas en Grèce, au Portugal et en Irlande et un contrôle juridictionnel supranational est prévu pour vérifier le respect des engagements des États. C'est le retour des tous puissants gouverneurs dans les provinces de l'antique Empire romain.

L'austérité est devenue la loi et les peuples vont payer le prix fort.

La casse de la Nation

L'Union Européenne franchit une nouvelle étape dans la destruction des États-nations dont il faudra caractériser la nature. Le développement du régionalisme et du nationalisme raciste en Belgique, en Espagne, en Hongrie, dans la Baltique, en Pologne, multiplie les foyers de tensions. Après l'éclatement de la Yougoslavie, cela nous montre jusqu'où peut aller l'exploitation des contradictions régionales, sur fond de misère sociale.

En France, ce sont les acquis de la révolution française qui sont visés, aussi bien sur le plan institutionnel (commune - département - nation) que sur le plan culturel. Il leur faut briser toute possibilité de résistance.

Certains s'inscrivent dans l'Europe des régions contre la nation. Comme l'écrit Huchon, président de la région Ile-de-France, "*le seul territoire capable de rompre l'unicité de la loi (c'est-à-dire son caractère national et égal pour tous), c'est la région*" [1].

La réforme des collectivités territoriales décidée par le gouvernement Sarkozy visait à soumettre l'organisation de la France aux objectifs de l'Union européenne en éloignant les lieux de décisions du peuple, en privant de moyens et d'autonomie les collectivités locales qu'ils veulent transformer en machines technocratiques.

Le candidat Hollande avait promis l'abolition de cette loi.

Aujourd'hui, rien n'est fait sinon une vague annonce de report des élections cantonales et régionales.

Au nom d'une prétendue "efficacité économique", c'est dans le cadre de cette loi que les collectivités locales sont contraintes de se réorganiser.

Notre parti doit faire de l'abrogation complète de la réforme des collectivités locales, une grande bataille, et faire grandir ses propositions pour des collectivités locales autonomes et des droits nouveaux pour les citoyens.

Ouvrons le débat : comment se libérer de l'Union Européenne et de l'euro ?

L'acharnement du capital au travers de l'Union Européenne contre la souveraineté nationale montre bien que le cadre national reste le plus favorable à l'expression des peuples et au rassemblement.

Le refus de mettre en débat notre position concernant l'Union Européenne et l'euro nous coupe un peu plus des catégories populaires qui identifient l'institution et la monnaie comme directement responsable de la situation de notre pays.

La formule magique de la soi-disant "Europe sociale" a fait son temps, d'autant qu'elle est indifféremment utilisée par la droite et la gauche.

Même Laurence Parisot déclare dans un point de presse de juin 2012 : « *Nous disons aussi qu'il nous faut une Europe sociale, qu'il ne peut pas y avoir de grande avancée économique, qu'il ne peut pas y avoir de discipline budgétaire s'il n'y a pas en même temps une pensée audacieuse sur la question sociale. Et nous, Medef, nous sommes prêts à aller sur cette voie* ».

L'U.E. montre de plus en plus son vrai visage, celui d'un système dictatorial.

Nous pensons qu'il faut faire grandir le rassemblement du refus des traités et directives européennes jusqu'à l'exigence de faire éclater ce cadre institutionnel et monétaire. Il a fallu aux peuples d'Amérique du Sud mettre à bas l'accord de libre échange (ALCA) que voulaient imposer les USA pour pouvoir inventer un accord de coopération non marchand (ALBA) basé non sur une monnaie mais sur un outil de compensation entre monnaies nationales.

Une telle bataille du PCF constituerait un événement qui le rendrait identifiable par les catégories populaires, qui, à chaque étape, à chaque consultation, ont exprimé majoritairement leur rejet de cette construction européenne.

Une situation nouvelle serait ainsi créée en France et en Europe, une situation porteuse de ruptures et de bouleversements au profit des peuples, permettant de construire des nouvelles coopérations mutuellement avantageuses entre nations souveraines.

5 - Le socialisme est à l'ordre du jour

Il n'y a plus de marge de manœuvre dans le capitalisme, plus de compromis possible avec la grande bourgeoisie, tant son intérêt vital pour maintenir ses revenus et son mode de vie, est d'obtenir une réduction massive des salaires et des droits. La conséquence est qu'une solidarité réelle assurant des droits à tous nécessite une véritable révolution, oblige à s'inscrire dans la construction d'une autre société, dans le renversement du rapport de forces entre capital et travail.

Assumer notre histoire !

La conscience des méfaits du capitalisme n'a jamais été aussi grande. Pourtant la conscience qu'une autre société est possible, la capacité à décrire et nommer cette société n'a peut-être jamais été aussi difficile. A force d'emprunter à l'idéologie dominante son vocabulaire, nous ne savons plus très bien nous-mêmes de quoi nous parlons.

Fondamentalement, les communistes pensent qu'une société sans classe, sans exploitation de l'homme par l'homme est possible et qu'elle ne peut se construire qu'en enlevant le pouvoir d'État à la bourgeoisie pour lui substituer un pouvoir des travailleurs. Ce pouvoir ne pouvant évidemment pas résoudre tous les problèmes d'un coup, ni dans un "grand soir", les communistes ont appelé cette société dominée par les intérêts des travailleurs une société socialiste, dans laquelle les luttes de classes sont encore vives, car elles construisent étape par étape cette nouvelle société, débarrassée de toute domination et aliénation, le communisme.

Depuis Martigues, le mot capitalisme est remplacé par libéralisme, finance ou "modèle dominant", les mots révolution ou lutte des classes sont délaissés. La révolution est devenue émancipation, notre communisme serait de nouvelle génération... Le texte "*Il est grand temps de rallumer les étoiles*" fait l'impasse sur le mot socialisme auquel se substitue le "*développement humain durable*".

C'est la conséquence de l'affrontement économique et idéologique du XXème siècle. Les expériences socialistes défaites par le capitalisme, ont échoué. Elles ont alors été criminalisées, renvoyées dos à dos avec le fascisme. L'absence d'analyse critique des communistes sur cette histoire récente, l'acceptation du caractère totalitaire du communisme, l'auto-culpabilisation de certains dirigeants communistes, nous ont empêchés de mener le combat idéologique pour le socialisme.

Nous voulons sortir de cette confusion des mots qui nourrit la confusion des idées. C'est nécessaire pour reconstruire la conscience de classe et pour que le mouvement populaire identifie les obstacles auxquels il est confronté et les combats nécessaires pour les dépasser.

Nous devons tirer un réel bilan du socialisme, les yeux grands ouverts sur les crimes comme sur les acquis, sur les échecs comme sur les réussites et nous devons mesurer à quel point le socialisme issu de 1917 continue à marquer le monde du XXIème siècle, ses rapports de forces, ses espérances.

Le socialisme du XXIème siècle

Ce qui au fond travaille la société française c'est la nécessité historique que le monde du travail prenne toute sa place dans la direction des affaires du pays pour la maîtrise de ses moyens de production et d'échanges, de ses conditions de travail et de vie.

La bourgeoisie, ses rentiers, spéculateurs, affairistes, spécialistes de la subvention publique et de l'optimisation des marchés, est inapte pour diriger la société dans le sens de l'intérêt général. Ce sont les travailleurs qui doivent se considérer comme les véritables dirigeants, ceux qui peuvent décider quel travail est utile, sous quelle condition, pour quelle production, pour quel besoin social.

Nous notons avec intérêt que le mouvement de la jeunesse communiste, a choisi dans son dernier congrès de mettre à l'ordre du jour la construction du socialisme.

Nous considérons la nature comme le cadre de vie de l'humanité, et nous portons comme Marx la critique du capitalisme qui « *épuise la Terre et le Travail* ». Le socialisme que nous voulons assurera la gestion des ressources naturelles pour les besoins de l'humanité d'aujourd'hui et de demain, fera de la biodiversité, de la qualité de l'air et de l'eau, de l'efficacité énergétique, de la préservation des sols, de la réduction des pollutions, des critères essentiels de la planification et des choix économiques.

Ces derniers mois, de Florange à Fralib, de PSA à Sanofi, la question du rôle de l'État dans les décisions industrielles est de nouveau portée par des travailleurs. Privilégions dans les luttes les revendications politiques qui portent cette exigence de s'approprier les techniques, les filières de production, les marchés, les besoins de financement pour être capable de diriger l'économie.

Nous nommons donc sans complexe notre projet de société comme une société socialiste, réduisant par de larges nationalisations des grands moyens de production et d'échange le pouvoir de la bourgeoisie, recherchant des coopérations internationales libérées de la domination des règles des marchés.

Nous défendons clairement et simplement l'idée d'un plan conduit par un État démocratisé de haut en bas, possédant les moyens de le mettre en œuvre, avec des services publics élargis facteur d'égalité, des cadres réglementaires et fiscaux plus contraignants pour tourner l'effort des entreprises vers les objectifs de la société, s'appuyant sur la mobilisation du mouvement populaire pour une nouvelle démocratie, de la cité à l'entreprise.

Le 36ème congrès doit ouvrir le chantier du socialisme !

6 - Quelle stratégie pour le PCF ?

Contre la fracture politique, construire l'unité du peuple

Nous avons pris toute notre place dans la défaite de Nicolas Sarkozy car il fallait condamner sans appel sa politique. Mais François Hollande et sa majorité socialistes/verts s'inscrivent dans la logique de l'Union Européenne : réduction des déficits publics, concurrence libre et non faussée, disparition des services publics, effondrement des acquis sociaux. Son empressement à faire ratifier sans référendum le TSCG comme les premières décisions budgétaires ne laissent aucun doute !

Cette situation, en l'absence de perspective de changement de société, ne peut qu'aggraver la fracture politique, le fossé qui se creuse toujours plus entre les catégories populaires et les institutions politiques et qui se traduit par une abstention croissante, les divisions au sein du peuple, la montée du Front National.

Cette situation profite d'abord au Front national qui a fait près de 18% à la présidentielle. Avec son discours démagogique et raciste qui apparaît social et anti-européen, il attire une part importante des classes populaires durement touchées par la crise.

Le capitalisme travaille dans la bataille d'idées comme dans l'organisation de la société à diviser le peuple pour empêcher qu'il identifie les responsables de la situation et qu'il se rassemble.

La solidarité est mise à l'épreuve entre les salariés des secteurs où l'emploi a été pour l'essentiel préservé et ceux qui subissent de plein fouet la précarité, entre les salariés du public et du privé, entre les couches moyennes qui espèrent ne pas être confrontées au chômage et les quartiers populaires qui (se) vivent massivement comme exclus. Ce "chacun pour soi", loin d'être une nouveauté sociétale, s'ancre dans la réalité de la dégradation des rapports sociaux et facilite la domination de classe sur le monde du travail.

Le FN, la droite, l'intégrisme religieux utilisent ces divisions, les aggravent en désignant des boucs émissaires, en exacerbant la peur de l'autre, du plus pauvre que soi, la peur de la société, le rejet des institutions et favorisent ainsi les replis identitaires et communautaires.

Le PCF doit privilégier l'activité de terrain, l'éducation populaire et la défense des intérêts populaires, travailler à faire reculer la division des exploités, à faire grandir la conscience de classe, favoriser le rassemblement de tous ceux qui ont intérêt au changement de société, construire l'unité du peuple.

Front de gauche : Quel bilan ?

Après l'échec de Marie-Georges Buffet candidate des collectifs antilibéraux qui faisaient suite à la faillite de la gauche plurielle et au score calamiteux aux élections présidentielles de Robert Hue, le 34ème congrès a lancé "*la dynamique des fronts*".

Ces fronts se sont finalement réduits en un Front de Gauche, au départ une alliance avec une partie de la gauche du PS et de la Gauche unitaire venue de la LCR.

Nous avons alerté sur les risques liés à cette nouvelle construction politique.

A plusieurs reprises, le Front de gauche est apparu comme une force politique à part entière effaçant le PCF, que ce soit dans les dénominations de nos groupes politiques, les logos de nos candidats ou le cadre et les contenus des initiatives en direction des citoyens.

En terme d'alliance, ce rassemblement à la gauche de la gauche ne nous semble pas en mesure de mobiliser largement les catégories populaires qui ont intérêt au changement.

Aux élections européennes de 2009, le Front de gauche a recueilli nationalement 6 % des votes et 5 sièges avec l'outre-mer.

Aux élections régionales de 2010, cette stratégie électorale a eu pour résultat de diviser le nombre de conseillers régionaux communistes par deux. En effet, les alliances avec les "partenaires" PG et GU se sont faites au détriment du Parti communiste. Les résultats ne permettaient généralement pas d'être présents au second tour. Donc, après avoir négocié avec les partenaires du Front de gauche, il

a fallu négocier avec le Parti socialiste par Front de gauche interposé alors que ce dernier avait été présenté comme une alternative à la tutelle du Parti socialiste.

A l'élection présidentielle de 2012, nos résultats de 2002 et 2007 ont amené de nombreux camarades à accepter la stratégie du Front de gauche avec un certain optimisme.

En même temps, la volonté que le PCF tienne sa place dans cette bataille était forte puisqu'elle a conduit plus de 40% des communistes à soutenir une candidature communiste, le plus grand nombre se rassemblant sur le nom d'André Chassaigne.

Le choix de Jean-Luc Mélenchon comme candidat s'est fait à la majorité des communistes et il est indéniable qu'une dynamique s'est enclenchée aux présidentielles autour de sa candidature.

Le résultat obtenu, plus de 11% des votes soit 8,65% des inscrits, paraît être un succès même s'il est en deçà des espérances annoncées. Mais si ce résultat traduit un redressement après l'effondrement de 2007, il ne fait pas progresser le cumul Parti communiste + extrême gauche, qui continue à s'affaiblir, 14,2% en 1995, 13,8% en 2002, 13,1% en 2012.

Le niveau de l'abstention populaire est resté élevé, tandis que le vote FN a poursuivi sa progression, Marine Le Pen arrivant en troisième position.

Une analyse détaillée des résultats du Front de gauche montre un recul par rapport à la présidentielles de 1995 dans quasiment toutes les zones de force du PC et en revanche une progression dans des terres où l'influence communiste était très faible. Ces constats interrogent pour le moins notre ancrage **historique** et populaire.

Les législatives qui ont suivi ont vu le PCF diviser par deux le nombre de ses élus à l'Assemblée nationale, avec 6,91% des exprimés soit 3,91% des inscrits et 20 millions de Français, un sur deux, se sont abstenus.

La poussée à gauche n'a pas profité à nos candidats mais quasi exclusivement au Parti socialiste qui se retrouve majoritaire à lui seul à l'Assemblée nationale.

On est très loin de la promesse de la direction au moment du débat sur la candidature aux présidentielles : « *A Mélenchon la présidentielle, au PCF les législatives et les députés* ».

Au final, cette séquence électorale se traduit par un nouvel affaiblissement du PCF qui plus est dans sa représentation politique nationale.

Nous entendons des camarades dire que le Front de gauche a dynamisé le PCF. Tout bien analysé, y compris les risques d'effacement rapide, cette affirmation est-elle juste ?

Et dans cette situation de crise supposée renforcer l'anti-capitalisme, rien ne prouve qu'un candidat communiste aurait fait moins bien ! Et quelle différence pour nos candidats aux législatives ensuite !

Si l'objectif de fusion ou absorption du PCF dans le FG ne semble plus ouvertement d'actualité, la proposition de "coopérative politique" ou de "holding" reproduirait le processus qui a conduit à l'échec des collectifs antilibéraux, parlant et décidant au nom de ses composantes, se noyant dans des problèmes de représentativité, de pouvoir, de personnes. Cela conduirait à la perte d'autonomie politique du parti.

Nous constatons que de plus en plus souvent, la parole, les actions du PCF et même la vie interne s'effacent au profit de celles du Front de gauche alors même que nous ne sommes plus en campagne électorale.

L'ambiguïté demeure donc sur la nature de cette nouvelle forme politique. Le PCF est-il capable d'avoir une activité autonome du Front de gauche dans les mois qui viennent ? Si oui alors montrons-le ! Levons les ambiguïtés en affirmant clairement dans un texte de congrès notre refus de l'adhésion directe au Front de gauche et d'une quelconque subordination du PCF à un cadre politique extérieur permanent.

Pour porter le choix stratégique d'un nouveau rassemblement populaire, voire d'un front qui unisse toutes les forces politiques, syndicales, associatives, populaires et progressistes, il faut non pas une nouvelle forme politique, mais au contraire, un parti renforcé en conscience et en organisation.

Notre priorité c'est le renforcement idéologique, politique et populaire du PCF ! Ni repli, ni effacement : nous voulons rompre clairement avec toute pratique ou démarche qui s'inscrit dans l'effacement ou la marginalisation du PCF comme grande force politique nationale.

Notre conception du rassemblement populaire !

Dans son histoire, le PCF a à plusieurs reprises noué des alliances qui ont abouti à des avancées sociales considérables, comme le Front populaire et le programme du Conseil National de la Résistance, mais qui ont aussi amené à la pédagogie du renoncement des années Mitterrand et un premier effacement du PCF au profit du PS.

Les alliances ne peuvent se résumer à un affichage électoral visant à assurer notre place dans les institutions, auquel cas elles ne feront au mieux qu'additionner les forces des uns et des autres sans en gagner de nouvelles.

Notre ambition n'est pas de nous disputer avec nos partenaires du Front de gauche les 4 millions d'électeurs de Mélenchon à la présidentielle. Adressons-nous à tous ceux qui s'abstiennent aujourd'hui parce qu'ils pensent que la politique ne sert plus à rien, à ceux qui votent PS faute de mieux, aux électeurs populaires qui votent Front National contre leur intérêt parce qu'ils croient que c'est la meilleure manière de donner un coup de pied dans la fourmilière.

Les communistes ont vocation à s'adresser au peuple tout entier et les alliances sont un outil pour construire des majorités sur des projets de rupture, en laissant toujours la primauté au mouvement populaire.

Nous devons combattre l'idée que notre effacement pourrait favoriser le rassemblement, comme cela a trop souvent été dit quand il a fallu choisir le candidat à la présidentielle.

C'est pourquoi nous devons toujours présenter nos propres candidats autour d'un programme populaire de rupture.

Nous devons faire de la reconquête des milieux populaires notre priorité.

Un programme de rupture avec le capital

Le parti socialiste, accompagné de quelques verts et radicaux, dirige le pays. Il est largement majoritaire à l'Assemblée nationale, dans les conseils généraux et régionaux.

Dès avant son élection, François Hollande se situait dans l'alternance.

Il ne s'agit ni de nourrir des illusions sur ses intentions réelles, ni d'attendre l'arme au pied les prochaines élections en pariant sur une déception qui profiterait dans ces conditions d'abord au Front National. Nous devons porter immédiatement un programme de rupture et construire avec et autour de nos propositions, de larges rassemblements.

C'est ainsi que nous pouvons contribuer à ce que le mouvement populaire se développe jusqu'à contraindre ce gouvernement à changer de politique et dans tous les cas construire une issue à la situation.

Dans la période présente, nous voulons insister sur les propositions qui nous semblent essentielles immédiatement pour faire reculer la souffrance populaire et aller vers plus de justice :

- Nationalisation/socialisation des secteurs bancaires et financiers, des secteurs vitaux pour le pays
- Re-nationalisation immédiate d'EDF-GDF et de la Poste

- Plan de développement des services publics, en priorité école, santé, transports et postes avec les embauches statutaires nécessaires
- Remise en cause fondamentale de la dette publique
- Interdiction des licenciements et des délocalisations et appropriation par les salariés avec le concours de la force publique des entreprises désertées ou bradées par leurs actionnaires
- Augmentation significatives des salaires, des pensions et minima sociaux
- Rétablissement de la retraite à 60 ans à taux plein et départ dès 55 ans pour les carrières longues
- Blocage des prix des produits de première nécessité
- Construction de logements sociaux à hauteur des besoins, blocage des loyers et interdiction des saisies et expulsions pour les familles en difficultés
- Non application des directives et traités européens
- Sortie de l'OTAN et l'alliance atlantique, refus de toute intervention militaire de la France dans un pays souverain

7 - Faire vivre et renforcer le Parti Communiste Français

Le pari de l'existence du PCF

Depuis maintenant plus de 10 ans, le PCF a fait l'objet de diverses recettes présentées comme autant de remèdes à notre affaiblissement : changement de nom, mutation, transformation, métamorphose, disparition des cellules, carte pluriannuelle...

Tout cela a surtout conduit à l'affaiblissement de sa vie démocratique, à la disparition de bons nombres de cellules notamment dans les entreprises et les quartiers populaires et au départ ou à la mise à l'écart de nombreux camarades. En 2007, la liquidation du PCF a même été envisagée par sa direction et c'est la volonté majoritaire des adhérents qui a permis de le conserver.

Ce congrès doit clairement s'engager dans la reconstruction de l'organisation communiste trop souvent défaite et fermer la porte à toute métamorphose ou dilution.

Alors que la politique spectacle domine, nous voulons faire vivre ce parti afin de permettre que la classe ouvrière toujours présente mais rendue invisible, joue tout son rôle.

Plus que jamais, dans cette période d'affrontement de classe aigu, lourde de dangers mais aussi de possibles, nous avons besoin du PCF pour permettre au peuple de relever la tête, de mener le combat et de créer de larges rassemblements autour de propositions de rupture avec le capital jusqu'à les porter à la direction du pays.

Un bilan transparent

Depuis le 34ème congrès, les efforts de la direction ont plus porté sur la construction du Front de gauche que sur la vie du PCF.

Nous entendons que tout irait mieux.

Le congrès doit procéder sans complaisance à un bilan précis de l'état de l'organisation du PCF, depuis le nombre d'adhérents, l'état des cotisations et versements d'élus, jusqu'au fonctionnement de la direction en passant par les cellules, les sections et le nombre de nos élus.

Il ne s'agit pas d'en rester à un bilan comptable mais bien de dégager ce qui est essentiel : la force ou la faiblesse de nos liens avec les plus exploités, la classe ouvrière, les salariés dans leur diversité. Ce lien se mesure au travers du nombre et de la vie de nos cellules dans les quartiers populaires et entreprises, et de la place de ces femmes et hommes dans nos organismes de direction. Ayons aussi un regard précis sur nos liens avec les ingénieurs, cadres, chercheurs et intellectuels.

Combien de cellules, de sections dans les centres universitaires ?

De la crise naît la révolte et la volonté de s'organiser collectivement pour agir... de nombreuses femmes et hommes, des jeunes nous ont rejoints ces derniers mois. Ils sont porteurs comme tous les

salariés de capacités de révolte, d'engagement, de connaissances, mais sont aussi porteurs des idées dominantes, celles que l'expérience immédiate impose si elle ne rencontre par l'effort d'analyse critique collective. Ils sont souvent sans lien avec l'expérience accumulée dans l'histoire du mouvement populaire.

Quelles décisions prenons-nous pour les rendre pleinement acteurs et décideurs dans le combat politique, pour qu'ils puissent jouer leur rôle de révolutionnaire du 21ème siècle ?

Un parti populaire et de combat

Il suffit de regarder la composition sociologique du Conseil National pour mesurer à quels points nous avons reculé dans les milieux populaires.

La liquidation des cellules, notamment d'entreprises, dans un contexte de confusion idéologique et politique a été meurtrière.

Il nous faut évidemment prendre en compte l'évolution des modes de vie dans notre militantisme, notamment en ce qui concerne les outils de communication, mais ne ce ne sont pas les blogs, ni les pages sur les réseaux sociaux qui manquent.

Reconstruisons au plus près des habitants et des salariés ces organisations de base que sont les cellules, lieu d'élaboration politique collective, de construction d'action, de mélange des expériences sociales et de liens permanents avec tous les adhérents.

Renouons dans les conditions présentes avec l'éducation populaire à partir de la théorie marxiste pour permettre à chacun de se libérer du carcan des idées dominantes et d'être un repère politique pour ceux qui l'entourent.

C'est dans ce travail de terrain, dans les grandes et petites luttes, que nous ferons grandir à égalité les dirigeantes et dirigeants issus du monde populaire dont nous avons besoin pour mener le combat communiste aujourd'hui. Nous devons travailler à construire des directions qui jouent pleinement leur rôle d'impulsion et d'appui à l'activité des communistes dans un esprit de rassemblement et de fraternité.

Un parti libre de ces choix

En 2004, le PCF a adhéré au PGE après une consultation banalisée qui a laissé indifférent un grand nombre de communistes. Au final, compte-tenu du faible nombre de votants, c'est une minorité des communistes qui a validé cette adhésion au Parti de la gauche européenne.

L'adhésion au PGE marque une rupture avec l'internationalisme communiste, nous coupant de plusieurs partis communistes d'Europe qui ont fait des choix différents. Le PGE fait de l'Union européenne un horizon indépassable et ne s'inscrit pas dans le combat anticapitaliste.

Ainsi, le PGE annonce explicitement (en anglais sur son site internet) "*La vieille contradiction facilement comprise entre le Capital et le Travail est balayée par de nouvelles aspirations et contradictions entre les sexes, les générations, les cultures, les groupes ethniques et surtout par une conscience nouvelle de l'interrelation entre l'humanité et l'environnement*".

Ce positionnement pèse de toute évidence sur les décisions du PCF. Nous souhaitons qu'un débat s'ouvre au congrès sur ces questions : le rôle du PGE, ses orientations, notre adhésion.

Démocratie et fraternité

Ce congrès devra revoir les statuts du PCF adoptés en 2006.

Nous donnons la priorité aux organisations locales comme lieu d'élaboration et de mise en œuvre de la politique du PCF. Cela restera lettre morte si ces organisations ne retrouvent pas la maîtrise de la remise de la carte et du versement des cotisations.

Nous mettons en garde contre toute tentation de régler des débats politiques par des mesures administratives.

Nous avons plus que jamais besoin de nous confronter sur les questions posées aujourd'hui aux révolutionnaires pour construire des positionnements communs et partagés.

C'est dans les combats partagés que se renforcera la fraternité des communistes.

8 - Un parti de résistance au capitalisme et de construction du socialisme

Ce document n'aborde pas tous les sujets. Il se concentre sur les questions politiques auxquelles notre peuple est confronté, celles qui conditionnent ses capacités de résistances, de rassemblement, de conscience des enjeux de la crise du capitalisme et du niveau des réponses qui peuvent réellement ouvrir une rupture avec sa gestion de gauche ou de droite.

En 2008, nous avons décidé de garder le PCF. Nous voulons que le 36ème congrès permette un débat fraternel entre communistes pour affirmer la nécessité de faire vivre un PCF autonome.

Nous faisons le choix prioritaire de nous adresser à la classe ouvrière élargie, aux couches populaires rejetées par le système dans l'abstention, le vote protestataire ou le vote utile. Elles sont la clé de notre renforcement.

Nous faisons le choix du socialisme comme cœur du changement de société nécessaire, s'appuyant sur l'expérience du XXème siècle. Il est la réponse moderne à la violence du capitalisme, au retour du colonialisme.

Nous travaillons pour une analyse communiste des succès et des échecs des partis communistes dans le monde, contre la criminalisation du communisme que l'idéologie dominante veut imposer.

Nous décidons de renouer avec les partis communistes du monde entier, dans le respect des différences de position, en cherchant à favoriser l'internationalisme des travailleurs face aux multinationales et aux guerres.

Nous assumons d'être en dehors des discours consensuels et bien-pensants, fussent-ils de gauche et même de la gauche de la gauche. Nous partons des faits, de leur analyse, du bilan de notre expérience, pour atteindre nos propres objectifs.

Nous faisons le choix d'un parti renforcé, autonome dans ses alliances et ses efforts de rassemblement, construisant son organisation dans l'action de ses militants organisés dans le quartier et l'entreprise, utile aux alliances sociales ou électorales qui élargissent le niveau de conscience et d'organisation du mouvement populaire.

Vive le Parti Communiste Français !

Notes

[1] Extraits de son livre « De battre ma gauche s'est arrêtée », Seuil, mars 2008.